



CHAPITRE 29

Loi pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé

(Sanctionnée le 12 novembre 1936)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 3 de la Loi du service civil (Statuts refon-s. R., c. 10, dus, 1925, chapitre 10), tel que modifié par les lois 20 a. 3, am. George V, chapitre 19, section 2, et 25-26 George V, chapitre 45, section 3, et remplacé par la loi 1 Édouard VIII, (2ème session), chapitre 20 section 3, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 5°, le suivant :
" 5°a. Le sous-ministre de la santé ; ”.

Sous-
ministre

2. L'article 9 de ladite loi, tel que modifié par la S. R., c. 10, loi 16 George V, chapitre 14, section 5, est de nouveau art. 9, am. modifié en y ajoutant, après le chiffre : " 5 ", dans la deuxième ligne du premier alinéa, le chiffre et la lettre :
" 5a ”.

3. L'article 2 de la Loi des départements (Statuts S. R., c. 13, refondus, 1925, chapitre 13), tel que modifié par les lois a. 2, am. 20 George V, chapitre 19, section 3 ; 21 George V, chapitre 19, section 3, 25-26 George V, chapitre 11, section 3 et 25-26 George V, chapitre 45, section 4, et remplacé par la loi 1 Édouard VIII, (2ème session), chapitre 20, section 5, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant :

" 10°a. Le département de la santé, auquel préside ce-Département
lui des ministres ci-dessus qui est chargé par le lieutenant-de la santé.
gouverneur en conseil de surveiller l'administration et
l'application des lois concernant les matières visées par
la Loi du département de la santé (chap. 185A) ; ”.

S. R., c. 185A
aj.

4. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y insérant, après le chapitre 185, le suivant :

“ CHAPITRE 185 A

“LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ

Titre abrégé.

“ **1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du département de la santé* .

“ SECTION I

“DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

Devoirs du ministre.

“ **2.** Le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de surveiller l'administration et l'application des lois concernant les matières visées par la présente loi, et désigné sous le nom de “ ministre de la santé ”, a l'administration du département de la santé.

Attributions et pouvoirs du ministre.

“ **3.** Les attributions, devoirs et pouvoirs du ministre de la santé sont de surveiller l'administration ou l'application, suivant le cas, des lois qui se rattachent aux objets suivants :

- a) L'hygiène et la santé publiques ;
- b) L'assistance publique ;
- c) Les aliénés ;
- d) L'inspection des hôpitaux et autres institutions charitables.

Le ministre est encore chargé :

- a) De favoriser, par tous les moyens et mesures qu'il juge adéquats, l'avancement et le développement de la santé publique dans la province ;
- b) De coopérer avec le gouvernement du Canada pour faciliter l'application dans la province des lois du parlement du Canada relatives à la santé publique ;
- c) De favoriser les études scientifiques sur la santé publique et de suggérer des mesures pratiques pour prévenir la maladie et la mortalité ;
- d) De compiler annuellement les statistiques des naissances, mariages et décès dans la province, ainsi que la cause des décès.

Enquêtes.

“ **4.** Le ministre de la santé peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous son contrôle et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son département.

Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, Pouvoirs à pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mention- cette fin. nés dans les articles 9, 10 et 11 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 8).

" SECTION II

" DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

" 5. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de la santé. Sous-ministre.

Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs ; il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Devoirs.

Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre et son autorité est celle du chef du département, et sa signature officielle donne force et autorité à tout document qui est ou peut être du ressort du département. Ordres.

Il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il juge la conduite reprehensible ; il doit en faire rapport au ministre. Suspension d'employés.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département conformément à la Loi du service civil ou à la Loi du service civil extérieur (chaps 10 et 10A), selon le cas. Secrétaire et autres employés.

Ces employés, dont le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les devoirs respectifs, occupent leur charge pendant bon plaisir. Durée d'office.

" 6. Les devoirs respectifs des officiers et des commis du département non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre de la santé. Devoirs des employés.

" SECTION III

" DISPOSITIONS DIVERSES

" 7. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le département, ni ne peut être attribué au ministre de la santé, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre. Signature requise.

Force probante des documents.

“ 8. Toute copie d'un document, faisant partie des archives du département, certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et a le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire.

Droit d'entrer sur propriété particulière.

“ 9. Le ministre ou tout officier du département de la santé et toute personne qui les accompagne ou qui est régulièrement autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété particulière, si cela est nécessaire à l'accomplissement d'un devoir résultant d'une loi dont l'application relève du ministre de la santé.”

Fonctions continuées.

5. Les officiers et employés des services au département du secrétaire de la province concernant les matières visées par l'article 3 de la Loi du département de la santé (Statuts refondus, 1925, chapitre 185A, tel qu'édicte par la section 4 de la présente loi) peuvent, sans autre nomination, continuer à remplir leur emploi dans le département de la santé.

Interprétation.

6. Dans toute loi, proclamation, arrêté ministériel, contrat ou document quelconque concernant les matières visées par l'article 3 de la Loi du département de la santé (Statuts refondus, 1925, chapitre 185A, tel qu'édicte par la section 4 de la présente loi), où se rencontrent :

a) Les mots “secrétaire de la province” ou “directeur du service provincial d'hygiène” ou “directeur de l'assistance publique de Québec” désignent le ministre de la santé ;

b) Les mots “sous-secrétaire de la province” désignent le sous-ministre de la santé.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.